

propositions du gouvernement canadien pour cette réunion avaient trait principalement à des solutions à ces problèmes. Par exemple, une bonne partie de l'immigration provenant de ces pays a été considérée comme illégale par leurs gouvernements et, en conséquence, des lois dures ont limité encore plus gravement les contacts et la réunion des familles des émigrants en cause. Une proposition cherchait une levée de ces restrictions en faveur des membres des familles qui n'avaient commis aucune infraction, mais elle a été fermement rejetée comme "non négociable".

Les limitations imposées dans certains pays aux voyages pour visite à des membres de la famille sont cause d'amertume, mais l'incapacité de maintenir des amitiés et des contacts professionnels à cause des restrictions qui s'appliquent aux voyages peut être aussi une raison de frustration profonde. Nous avons constaté, pour ce qui est des contacts religieux, que les croyants de certains pays peuvent n'avoir aucune occasion, ou très peu d'occasions de faire la connaissance de coreligionnaires en dehors de leur pays. Une proposition que nous avons coparrainée à ce sujet a fait l'objet d'une modification si rigide qu'elle en est devenue méconnaissable. Même le mot "croyant" est trop incendiaire pour certains pays. Les membres de minorités nationales et de cultures régionales dans certains pays sont empêchés d'être réunis avec leur famille, ou d'avoir librement contact avec des personnes d'autres pays qui ont la même langue, la même religion ou la même culture, mais il a été impossible d'obtenir une proposition valable pour remédier à ce problème.

Monsieur le Président, ma délégation a parlé avec franchise et fermeté, à cette réunion, des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le fait que beaucoup de nos tentatives en vue d'un dialogue raisonnable ont été rejetées ne nous décourage pas: nous reviendrons à ce sujet à la réunion complémentaire de la CSCE qui aura lieu plus tard cette année à Vienne, et nous espérons que d'ici là les pays qui étaient opposés ici à nos tentatives auront choisi une approche plus productive.

Nous avons cru nécessaire, et nous croyons toujours nécessaire de parler de la consternation et même de la colère des Canadiens -- Canadiens très familiarisés avec les pays en question -- qui voient des restrictions inutiles, ou des restrictions appliquées dans un esprit bureaucratique rigide et avec une étroitesse non justifiée. On nous a dit que certains pays font face à de graves problèmes de balance